



Editorial

Par **Julien Fagault**

Secrétaire de la Section de Trélazé du PCF

Une fois n'est pas coutume mais nous tenons à le rappeler dans ce nouveau numéro de la Marianne : nous avons besoin d'une affirmation des différences Gauche/Droite, sur des valeurs fortes qui permettent de résoudre les difficultés pour les citoyens, d'anticiper l'avenir selon un cap affirmé. Pour nous ce cap est celui d'une gauche de la solidarité, luttant contre les inégalités qui sont engendrées par la course au profit. En somme, une gauche attachée à choisir en premier lieu le bien de l'Humanité (condition humaine, environnement...) et ce avant les profits de quelques-uns. Nous avons besoin de cette gauche qui dénonce les traitements réservés au peuple Palestinien, de celle qu'a su incarner Jean BERTHOLET.

Les week-ends des 20 et 27 juin prochains vont se tenir les élections simultanément pour les conseils Départementaux et Régionaux.

On nous présente souvent ces deux instances comme essentielles dans notre vie de tous les jours (ce qui est vrai!) mais aussi très techniques voir technocratiques. Il nous faudrait alors des élus « compétents », peu importe le bord politique et menant parfois à des attelages contre-nature.

Pour nous, la politique doit être tout le contraire ! Cela doit être un arbitrage entre le bien commun de tous et les intérêts de certains et ce partout, tout le temps et pas un débat technocratique. Comment cela se traduit dans les faits pour ces échéances électorales ?

Deux exemples illustrent bien cela :

- Le TER (compétence de la région) : Les grandes lignes rentables doivent servir à financer les autres pour améliorer le maillage du territoire mais cela implique de ne pas faire de profit pour des actionnaires et exclu de fait les grand groupes à la faveur du service public.
- L'Aide Sociale à l'Enfance (compétence du département) : La désorganisation croissante de ce service met à mal des jeunes adolescents aux parcours parfois chaotiques, souvent douloureux. A-t-on le droit de jouer aux marchands de tapis concernant leur condition de vie ? Nous affirmons que non.

Il donc primordial que les communistes soient représentés au conseil départemental et régional pour porter cette vision du monde et de notre avenir dans les choix qui régissent notre quotidien.



**Trélazé a rendu un hommage à Jean Bertholet**

**Maire de 1977 à 1995**

**Émouvante cérémonie d'adieux au cimetière de Trélazé ce mercredi 20 avril.**

Stéphanie Dupeyrou, Secrétaire de la Fédération PCF et Julien Fagault, Secrétaire de la section PCF de Trélazé portaient les drapeaux de la fédération et de la section. Boris Battais, élu, Jean Paul Plassard, ancien secrétaire départemental du PCF ainsi que Jean Leroy ancien secrétaire de section PCF de Trélazé, se succéderont pour retracer sa vie militante, ainsi que la famille lisant un de ses derniers textes.

**Exercice particulièrement difficile tant la vie de Jean Bertholet fut remplie et résumer celle d'un homme d'exception pouvait apparaître comme impossible.** Pour autant c'est bien un vibrant hommage qui a été rendu et toute l'assistance a pu découvrir ou se souvenir de ce que Jean a pu faire.

- Dans sa vie d'enseignant où nombre de ses anciens élèves se sont souvenus du formidable éducateur qu'il était à travers de nombreux messages.
- Dans sa vie militante et à travers ses différents mandats qu'il exerçait avec passion, un sens de l'intérêt général et une grande probité.

En conclusion de cet hommage, Jean Leroy a prononcé ces mots : « **Tu as été un grand Maire Jean, un de ces hommes qui réconcilie l'image qu'on peut avoir parfois du politique.** Jusqu'à la veille de ta mort, au téléphone tu me demandais des nouvelles des camarades de la section et me disais combien tu étais heureux d'avoir reçu une lettre amicale du nouveau secrétaire Julien Fagault, qui t'avait également envoyé le dernier compte rendu de l'Assemblée Générale de la section du PCF de Trélazé. Et combien tu te réjouissais d'une parution plus régulière de la Marianne. Elle parlera de toi dans son prochain numéro. Au nom de tous les communistes Trélazéens je te salue et te dis que nous ne t'oublierons jamais. Merci Jean »

Nous n'avons pas fini de parler de Jean Bertholet et nous poursuivrons le combat de sa vie. Nous avons hâte que sorte sa biographie qui nous livrera d'intéressants témoignages et qui éclaireront ses combats mais aussi **ses souffrances, notamment quand sa probité fut mise en doute à travers une plainte à l'initiative du nouveau Maire élu en 1995,** plainte qui se terminera bien évidemment par un non lieu resté soigneusement caché !

# Agir avec une majorité de Gauche à la Région !

## Le Printemps des pays de la Loire.

La campagne pour les élections régionales est maintenant bien lancée et il nous semblait important d'expliquer aux Trélazéennes et Trélazéens les raisons de notre choix d'intégrer la liste de Guillaume GAROT.

Depuis toujours nous sommes engagés dans un travail de rassemblement autour d'idées, de projets communs avec les forces de gauche et ce à tous les échelons. C'est donc dans cette logique de rassemblement que nous avons commencé à travailler, au niveau régional, avec toutes les forces de gauche le souhaitant, à partir d'idées qui nous rassemblent. C'est suite à cela que la possibilité d'une liste commune a pris son sens.



Julien FAGAULT, secrétaire de section PCF de Trélazé et Guillaume GAROT, tête de liste aux régionales

L'expérience passée dans la majorité Régionale a montré tout l'intérêt de communistes dans cette assemblée.

Rappelons à ce propos que nous avons insisté pour mettre en place des mesures fortes qui sont toujours d'actualité : le développement du TER et le trajet à 1 € pour les salariés (supprimé par la droite en place actuellement), le remboursement des aides publiques accordées aux entreprises qui licencient par la suite...

C'est dans ce même état d'esprit que nous avons abordé cette campagne : l'unité autour d'un programme résolument de gauche et qui permette de mettre en avant des thèmes qui nous sont chers.

Ainsi, nous voulons réinstaurer le remboursement des aides publiques versées aux entreprises qui ont licencié par la suite. Nous soutenons évidemment la création de 50 000 contrats « Nouveau métier – Nouvel emploi ».

De la même manière, il faut revenir au développement du TER dans **TOUT** les Pays de la Loire mais aussi instaurer de nouveau le trajet à 1€



pour les travailleurs et demandeurs d'emploi, la gratuité pour les 16/25ans. Nous voulons réinstaurer une logique de service publique partout sur le territoire c'est à dire stopper l'ouverture du marché ferroviaire qui favorise les grandes lignes et ferme les « petites non rentables ».

Autre exemple, nous sommes attachés aux questions de sécurité de l'emploi et de la formation. Il devient nécessaire de sécuriser les parcours tout au long de la vie en offrant de réelles possibilités d'évolution aux salariés tout au long de leur carrière. Nous devons absolument accompagner les transitions de l'industrie, la création de nouveaux métiers, la formation suite à un licenciement... A ce titre, une Région de gauche a donc un rôle primordial. L'un de nos engagements durant ce mandat sera d'engager une rupture avec cette logique du profit, de promouvoir l'égalité d'accès à la formation pour tous les salariés. Pour cela nous souhaitons renforcer le rôle du service public, seul garant de l'égalité sur les territoires notamment.

**Face à la droite de Bruno Retailleau et de Christelle Morençais les communistes Trélazéens tout comme ceux des Pays de la Loire ont choisi de s'engager avec Guillaume GAROT pour faire revenir les Pays de la Loire à Gauche.**



Candidat en campagne sur le terrain ...

# ***Droit à la sécurité : Fabien Roussel défend "une police nationale de proximité"***



Dans une tribune adressée à *l'Humanité*, **Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français et candidat à la présidentielle**, estime que la gauche "doit prendre à bras-le-corps les questions d'insécurité qui gangrènent l'existence de tant de villes et quartiers populaires".

***J'ai défendu l'idée que la gauche devait prendre à bras-le-corps les questions d'insécurité qui gangrènent l'existence de tant de villes et quartiers populaires.*** C'est la raison pour laquelle j'ai participé, avec d'autres parlementaires et élus du PCF au rassemblement des syndicats de policiers, le 19 mai, devant l'Assemblée nationale. ***Oui, il y a des fonctionnaires de police qui espèrent voir la gauche à leurs côtés. Nous ne laisserons jamais les questions de sécurité aux mains d'incendiaires qui ne cessent de nourrir une très dangereuse instrumentalisation avec des surenchères liberticides.***

Je propose une réponse progressiste et républicaine offrant à la fois la sécurité et l'égalité, la tranquillité pour toutes et tous, et de nouveaux progrès sociaux. Partout dans le pays, les élus locaux des quartiers et des villes populaires savent combien les problèmes d'insécurité, de délinquance, de trafic sont un véritable poison.

***La sécurité est un droit fondamental qui doit être garanti à tous nos concitoyens, quel que soit leur lieu d'habitation. C'est un service public qui ne peut pas être vendu à des sociétés privées comme le prévoit la loi « sécurité globale » du gouvernement.***

Nous proposons la création d'une véritable police nationale de proximité, avec le recrutement de 30 000 agents, formés, bien encadrés, correctement rémunérés. Nous contestons la politique du chiffre imposée par ce gouvernement comme les choix faits en matière de maintien de l'ordre. Le procès sur le prétendu laxisme de la réponse judiciaire sert aujourd'hui de prétexte pour ne plus parler de l'indigence des moyens accordés à notre Justice.

Ce gouvernement, comme les précédents, a provoqué de véritables déserts judiciaires ! Je garde en mémoire ces rassemblements des robes noires, avec tous ces avocats qui dénonçaient la fusion des tribunaux et la réforme Belloubet. Nous sommes les baudets de l'Union européenne avec 11 juges pour 100 000 habitants soit deux fois moins que la moyenne

européenne (rapport publié par la commission européenne en octobre 2020) ! Quant au code pénal, il n'a cessé d'être durci au cours dernières années : il ne saurait satisfaire un désir de vengeance, il doit sanctionner justement les délits et les crimes tout en visant à la réinsertion du maximum de condamnés.

***Cette démarche, pour permettre à la Police et à la Justice d'exercer pleinement leurs missions au service des principes de la République et de l'État de droit, ne saurait être dissociée d'une réponse forte et claire en matière d'éducation, de justice sociale, d'insertion sociale et professionnelle, d'égalité réelle.***

***Des territoires de notre République ne sont pas « perdus ». Ils ont été délaissés et même abandonnés du fait des politiques d'austérité menées au fil des derniers quinquennats et aggravées par l'actuel pouvoir alors que les populations qui y vivent ont justement besoin de plus de politiques publiques pour affronter les conséquences du chômage, des bas salaires et de la précarité.***

***Ce qui tient encore est le résultat d'une combativité intacte et d'un courage exceptionnel d'élus locaux, de bénévoles associatifs, d'agents des services publics, de familles, de citoyennes et citoyens qui sont la richesse de notre pays.*** Ils sont les experts de leur territoire. Ils savent comment faire. A chacune de mes rencontres, ils me disent combien des solutions sont à portée de main.

A chaque fois, il est question de service public, de leur indispensable retour et de leur développement, de réponse au plus près des populations, en prenant à bras le corps l'ensemble des problématiques de vie. Un exemple : on parle en ce moment des enjeux démographiques. Eh bien, nous avons besoin de crèches publiques, d'une grande politique publique de la petite enfance.

***Il n'y a pas d'un côté, les questions de sécurité et de l'autre, les revendications sociales*** car, on le sait bien, à ce jeu-là, c'est l'insécurité générale qui progresse et l'horizon qui s'obscurcit avec de lourdes menaces pour notre vie démocratique.

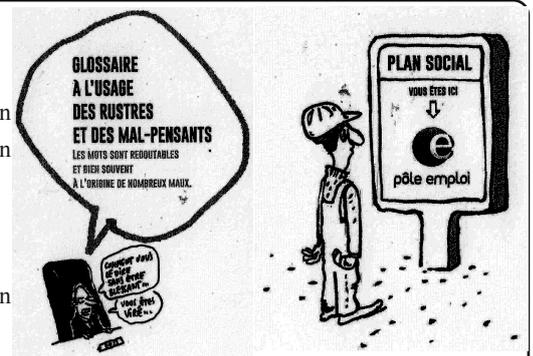
***La République doit, par conséquent, sécuriser toutes les dimensions et tous les âges de la vie. C'est ainsi que nous relèverons le défi des jours heureux.***

## ***Une nouvelle rubrique pour la Marianne.***

Nous vous proposerons à chaque parution des extraits tirés d'un Glossaire humoristique bien particulier, Il a été édité par l'Union Départementale de la CGT 49 et la Commission Culturelle.

- Textes : Henri Uzureau, Jean Leroy.
- Graphisme et dessins : Collectif Au fond à gauche (Guillaume Lanneau- Bruno Charzat).

Nous remercions tout particulièrement les auteurs de nous avoir laissé le droit de publication pour La Marianne.



# Stop à la colonisation, stop à l'escalade guerrière, la France doit reconnaître l'Etat de Palestine.

Depuis le 3 mai et la menace d'expulsion de familles palestiniennes au profit de colons juifs dans le quartier de Cheikh Iarrah, proche de la vieille ville à Jérusalem Est, les manifestations de protestation en Cisjordanie ont viré aux prémices d'une guerre civile.

Depuis 1967 la colonisation Israélienne ne s'est jamais arrêtée. Ils détruisent les maisons et villages Palestiniens et les colons les remplacent. C'est interdit par le droit international et contraire aux décisions de l'ONU. Pour les Palestiniens de Jérusalem : c'est un enfer quotidien. Ils sont en permanence surveillés. La situation économique s'est dégradée. Les gens sont de plus en plus pauvres. Ils n'ont pratiquement pas le droit de construire de nouvelles maisons. Les palestiniens représentent aujourd'hui 40% de la population de Jérusalem, les israéliens veulent réduire cette proportion à 12% !!!



Le plan israélien en Cisjordanie est clair. Ils veulent prendre le contrôle de 48% de la Cisjordanie et particulièrement là où se trouvent les ressources Palestiniennes : l'eau et la bonne terre. De cette façon, ils anéantissent toute possibilité d'établissement et d'existence d'un état Palestinien

Tel est le résultat de la politique belliciste et criminelle du gouvernement de Monsieur Netanyahu, poursuivi devant les tribunaux de son pays pour des actes de corruption et contre lequel des manifestations sont régulièrement organisées demandant son départ.

Prenant pour prétexte des tirs de roquettes sur des villes israéliennes, c'est pourtant ce gouvernement qui déclenche des raids criminels sur Gaza, faisant 254 victimes parmi la population civile, dont 66 enfants et en Israël 12 morts dont 1 enfant. C'est aussi lui qui menace de déclencher une opération terrestre contre Gaza, au risque de provoquer un nouvel embrasement de toute la région et de rendre plus incertain encore toute perspective de paix.

Fabien Roussel, député du Nord, secrétaire national du PCF, déclare : « **Je suis stupéfait de l'attitude du président de la République et du gouvernement français, qui ont choisi de s'aligner sur la politique du président des États-Unis, lequel s'oppose à toute intervention du Conseil de sécurité et des Nations unies.** C'est dans un soutien à la politique des dirigeants israéliens, qui ne cessent de bafouer le droit international, que Monsieur Macron engage ainsi notre pays. Plus grave encore, en interdisant dans l'ensemble du pays toute initiative en faveur d'une paix juste entre Palestiniens et Israéliens, le gouvernement crée les conditions de tensions communautaires, de violences et de provocations racistes. Il doit au contraire faire respecter la liberté d'expression et de manifestation des partisans de la paix ».

Le cessé le feu permet d'arrêter provisoirement le massacre mais seul un plan de paix permettant l'auto-détermination du peuple palestinien. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a lancé une enquête internationale sur les atteintes aux droits humains commises dans les territoires palestiniens occupés et en Israël depuis avril, mais aussi sur les "causes profondes" des tensions. La résolution a été adoptée avec 24 voix pour, 9 contre et 14 absents dont la France.

Agissons pour le droit du peuple Palestinien à une paix juste respectant les décisions de l'ONU

## Sommaire

- Edito
- Hommage à Jean Bertholet
- Agir avec une majorité de Gauche à la Région
- Droit à la sécurité : Fabien Roussel défend "une police nationale de proximité"
- Une nouvelle rubrique pour la Marianne
- Stop à la colonisation, stop à l'escalade guerrière, la France doit reconnaître l'Etat de Palestine.
- Bulletin d'adhésion au PCF

A retourner à PCF de Maine & Loire

3 rue Jacques Cartier  
49100 ANGERS

ou directement sur :  
[https://www.pcf.fr/mon\\_pcf\\_adhesion](https://www.pcf.fr/mon_pcf_adhesion)

(Les formulaires permettent d'entrer en relation et en action avec le PCF, de différentes façons).

**JE REJOINS** le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance  Sexe

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tél.

Portable

E-mail

Comme chaque femme et chaque homme qui rejoint le PCF, vous avez le droit de recevoir l'Humanité pendant un mois. Merci de nous confirmer votre accord. **OUI**